



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 19/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 Cormenon

Références : 2024-771 - VAT20240574
Code AIOT : 0010001766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2024 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. L'inspection a été annoncée le 02/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Gestion des déchets liés à l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	stockage des déchets eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Remise rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
7	diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-III et IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	2 mois
10	Gestion des pollutions – secteur sud	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Rubrique 4110.1	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
13	Rubrique 4130	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
14	Rubrique 4440	Arrêté Préfectoral du 22/12/2006, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
15	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Demande d'action corrective	2 mois
16	Politique de prévention des risques majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
17	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositifs de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Résistances	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Utilités	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Rapport de surveillance des eaux souterraines - bilan quadriennal	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
12	Rubrique 4441	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
18	ronde de surveillance	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
19	Etude technico-économique sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs, fixes et autonomes, sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances et facilement accessibles en cas de sinistre. [...]</p>
Constats : <p><i>Constat de la visite du 27/05/2024 : Le constat du 26/02/2024 est reconduit. Les obturateurs ne sont pas autonomes et actionnables en toutes circonstances en cas de sinistre.</i></p> <p>L'exploitant a installé une vanne au départ du réseau des eaux pluviales. La fermeture manuelle et totale de la vanne a été testée lors de l'inspection. Le test a été concluant.</p> <p>L'exploitant indique qu'il est prévu un asservissement pour la fermeture de cette vanne avec le système de détection automatique d'incendie mais que celui-ci n'est pas encore opérationnel.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Résistances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>[...] Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p><i>Constat de la visite du 27/05/2024 : L'asservissement permettant l'arrêt du chauffage par résistance électrique de la cuve n° 13 de la ligne P31 en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve est défectueux.</i></p> <p>L'exploitant a justifié de la correction de la défectuosité de l'asservissement permettant l'arrêt du chauffage par résistance électrique de la cuve n° 13 de la ligne P31 en cas de niveau insuffisant de liquide. La correction des défectuosités est suivie au travers de la GMAO qui a été présenté à l'inspectrice.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre de vérification du bon fonctionnement des asservissements permettant l'arrêt du chauffage par résistance électrique des cuves. Celui-ci ne met pas en évidence de défectuosités des dispositifs. Par échantillonnage, l'exploitant a présenté les mesures mises en œuvre lorsque des asservissements défaillants étaient détectés, qui consistent notamment en un remplacement immédiat du capteur et de son asservissement.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Utilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements importants pour la sécurité concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite du 27/05/2024 : le constat du 26/02/2024 est reconduit : l'exploitant doit assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements concourant à la mise en sécurité, en particulier les dispositifs assurant le confinement du site.</i></p> <p>Le dispositif de confinement du site, actionnable manuellement, a été mis en place.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le dispositif de coupure électrique avec automate de sécurité et asservissement à l'alarme incendie mis en place sur le site. Ce dispositif permet de générer une coupure électrique basse tension localisée, par bâtiment, depuis le local gardien. Un arrêt d'urgence permettant la coupure de l'installation électrique haute tension est également présent au niveau du poste gardien.</p> <p>Au niveau de la station d'épuration, l'exploitant dispose d'un contrat pour l'approvisionnement d'un groupe électrogène dans un délai de 48h pour le maintien du fonctionnement de ce dispositif. Ce délai est compatible avec le maintien en service de la STEP.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des déchets liés à l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

Constat de la visite du 27/05/2024 : Les eaux d'extinction n'ont pas fait l'objet d'analyses permettant d'identifier les polluants qu'elles contiennent et de définir les filières d'élimination adaptées.

L'exploitant n'a pas procédé à l'évacuation des déchets liés au sinistre dans des filières autorisées.

Depuis la dernière visite, l'exploitant a fait réaliser les analyses permettant d'identifier les polluants que contiennent les eaux d'extinction d'incendie et de définir les filières d'élimination adaptées.

L'exploitant a transmis à l'inspection le 18 juin 2024 les fiches d'analyses préalables des eaux d'extinction et des eaux stockées dans les GRV, de la part de la société SARP qui accepte les déchets dans des filières d'élimination.

L'exploitant a passé une commande auprès de son prestataire pour l'évacuation des eaux contaminées.

Les pompages des rétentions (de 30 et 70 m3) présentes sur le site ont déjà été effectués et les eaux ont été traitées dans un centre agréé. Le pompage des eaux stockées en GRV se poursuit, à raison d'environ 100 à 150 m3 par semaine. Considérant ce rythme d'évacuation, la totalité des déchets devrait être évacuée d'ici la fin de l'année.

A noter que les obturateurs des réseaux d'eaux pluviales n'ont été retirés que le 7 octobre 2024.

Le curage des réseaux a été réalisé à 3 reprises.

Le jour de l'inspection :

- 1200 m3 d'eau polluée avaient été traités en interne ;
- 3600 m3 d'eau polluée avaient été évacués et traités en centre de traitement ;
- 1527 m3 d'eau polluée restaient sur le site.

Constat : L'exploitant n'a pas terminé l'évacuation des déchets liés au sinistre dans des filières autorisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : stockage des déchets eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet
- les déchets conditionnés en emballages ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs et soient stockés dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
- En particulier, les aires d'entreposage provisoire de déchets dangereux sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Constats :

Constat de la visite du 27/05/2024 : Les GRV de stockage d'eaux polluées issues des eaux d'extinction d'incendie et d'eau pluviale ne portent pas une identification de la nature du déchet qu'ils contiennent.

Par ailleurs, l'exploitant doit justifier que la zone sur laquelle sont stockés les GRV d'eau polluée est étanche et reliée aux rétentions du site, et préciser les mesures mises en œuvre pour prévenir tout risque de pollution du fait de ce stockage important de déchets sur le site.

La zone de stockage étant reliée aux rétentions du site, l'exploitant justifiera que les volumes disponibles en rétention couvrent bien la capacité de rétention requise relative au stockage de ces GRV, à savoir 50 % du volume stocké.

L'exploitant a procédé à l'étiquetage des GRV avec identification de la nature du déchets mais lors de la visite du site il a été de nouveau constaté que certains GRV ne portaient pas d'identification de la nature du déchet stocké.

Pour ce qui concerne le fait que la zone sur laquelle sont stockés les GRV d'eau polluée est étanche et reliée aux rétentions du site, l'exploitant indique que la zone de stockage des GRV est reliée à la rétention globale du site, d'une capacité totale de 620 m³. Ce volume ne correspond pas à 50% du volume stocké (763,5 m³ ; art. 3.1.7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 03/10/2005). Bien que l'exploitant estime que les eaux sont stockées en GRV de 1 m³ et que scénario de rupture simultanée de 50% des GRV semble improbable, la capacité de rétention à laquelle ce stockage est associé est insuffisante.

Constat : Les GRV de stockage d'eaux polluées issues des eaux d'extinction d'incendie et d'eau pluviale ne portent pas une identification de la nature du déchet qu'ils contiennent.
En outre, la capacité de rétention associée à ce stockage est insuffisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Remise rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, rapport accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, [...] un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- la fiche « accident » transmis par l'inspection des installations classées.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Constats :

Constat de la visite du 27/05/2024 : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées son rapport d'accident définitif. Par ailleurs, il doit justifier que les actions à mettre en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024 ont été réalisées.

œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024 ont été réalisées.

L'exploitant n'a toujours pas transmis le rapport définitif de l'accident. Il justifie cette absence par l'absence du retour du rapport des experts de l'assureur qui doivent déterminer l'origine de l'incendie.

Néanmoins, l'exploitant a déjà mis en œuvre des actions pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024, à savoir :

- l'installation de sondes de température au niveau des tours d'aspiration. A terme il est prévu un asservissement de ces sondes de température avec la détection automatique d'incendie. La commande a été passée mais les travaux ne sont pas encore réalisés ;
- l'installation de capteurs de températures sur les moteurs d'extraction asservi à l'arrêt du moteur en cas d'échauffement : les actions sont en cours mais pas finalisées. A noter que les moteurs sont neufs et viennent d'être remplacés ;
- l'armoire de commande des ventilations sera placée à l'extérieur des bâtiments. Celle-ci sera équipée d'un report d'information des sondes de température de ventilation ;
- la mise à jour de l'EDD est toujours en cours, celle-ci pourra aboutir à la définition d'un plan d'action de déploiement des MMR ;
- le changement des carters plastiques par un carter inox : une partie a été réalisée, mais pas sur la totalité des capots.

Constat : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées son rapport d'accident définitif. Par ailleurs, l'exploitant doit justifier de la finalisation des actions mises en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 5-III et IV

Thème(s) : Risques chroniques, Impact sanitaire

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

III - Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

[...]

IV - Au regard des conclusions du paragraphe III, l'exploitant propose au Préfet et à l'inspection des installations classées des mesures de gestion dont l'objectif est de supprimer les éventuels impacts sanitaires et environnementaux potentiels.

Constats :

Constat de la visite du 27/05/2024 : les résultats d'analyses des différents prélèvements, transmis par l'exploitant ne sont pas interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) et ne permettent pas de conclure sur les éventuels impacts sanitaires et environnementaux potentiels. L'exploitant indiquera les mesures mises en œuvre au regard des concentrations en cyanures et en nickel mises en évidence dans les piézomètres du site, après l'incendie.

Cette prescription a fait l'objet de l'APMD du 14/06/2024 : article 1 : respecter les dispositions des articles 5-1b, 5-1d, 5-III et 5-IV de l'arrêté préfectoral du 27 février 2024 en remettant un diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre dans un délai de 1 mois.

Le rapport Ramboll (référence REH2024N02336-RAM-RP-00002 de juillet 2024) "Interprétation de l'état des milieux" (IEM) a été transmis à l'inspection des installations classées par mail le 05/07/2024. Ce rapport a fait l'objet d'une demande de compléments de la part de l'inspection en date du 12/07/2024.

L'exploitant a répondu le 26/08/2024 pour proposer des investigations complémentaires que l'inspection a validé le 12/09/2024.

L'exploitant indique que le bureau d'études a réalisé les prélèvements complémentaires les 25 et 26/09/2024 et qu'il est dans l'attente du rapport afférent.

Pour ce qui concerne les mesures mises en œuvre au regard des concentrations en cyanures et en nickel mises en évidence dans les piézomètres du site, l'exploitant indique qu'il a réalisé de nouvelles mesures dans les piézomètres en juin. Les résultats ont été présentés à l'inspection. Ces résultats confirment une augmentation de la pollution au nickel dans le PZ2, PZ3, PZ6 après l'incendie du 24 février 2024, et dans une moindre mesure, en cyanure uniquement au niveau du PZ3.

Du fait de la transmission du rapport IEM en juillet 2024, a déferé à l'injonction de l'arrêté de mise en demeure du 14/06/2024.

Constat : L'exploitant doit transmettre les résultats des investigations complémentaires et proposer au Préfet les mesures de gestion visant à supprimer les impacts sanitaires et environnementaux issus de l'incendie du 24 février 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est constitué a minima de 6 piézomètres existants et de deux forages repérés en annexe I du présent arrêté, dénommés ouvrages de surveillance des eaux souterraines et répartis de la façon suivante:

- 6 piézomètres à minima, utilisés lors des campagnes de surveillance et permettant d'assurer une surveillance de la nappe du Cénomanien - Albien en relation hydraulique avec la nappe des alluvions de la Braye et de ses affluents. Ces piézomètres sont dénommés «Pzn°1», «Pzn°2», «Pzn°3», «Pzn°4», «Pzn°5» et «Pzn°6»;
- 2 forages, dont un seul est utilisé lors des campagnes de surveillance, captant la nappe du Cénomanien. Ces forages sont dénommés «F1» et «F2»;

[...] L'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle, en période de hautes et basses eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine au niveau de chacun des ouvrages de surveillance des eaux souterraines mis en place. [...] Les résultats des analyses sont communiqués dès leur réception à l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat de la visite du 27/05/2024 : le constat de la visite du 12/02/2024 est renouvelé : l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats des analyses des eaux souterraines correspondant au prélèvement réalisé le 25/01/2024.

Le rapport de suivi des eaux souterraines en date du 24 janvier 2024 réalisé par SGS a été transmis à l'inspection. Celui-ci a également transmis le rapport de surveillance des prélèvements réalisés en juin.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rapport de surveillance des eaux souterraines - bilan quadriennal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rapport

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Un rapport contenant les résultats d'analyses est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception. La comparaison des valeurs mesurées est effectuée et Les anomalies constatées sont mises en évidence et font l'objet d'un commentaire par l'exploitant. Le rapport doit présenter le modèle de fonctionnement du site en soulignant les points clés qui doivent être vérifiés par la surveillance. Le rapport doit présenter le dispositif de surveillance (réseau de piézomètre et de forage, cibles à protéger, le ou les sens d'écoulement de la nappe,...), notamment une carte du site avec le sens d'écoulement de la nappe souterraine, établies à partir des relevés des niveaux piézométriques côtés NGF des ouvrages de surveillance des eaux souterraines.

Pour chaque ouvrage de surveillance des eaux souterraines, l'évolution temporelle des résultats d'analyse est présentée sous forme de graphiques.

[...]

La société AALBERTS (ex DEC) est tenue de présenter un bilan quadriennal des résultats de ce programme de surveillance accompagné de tout commentaire utile à leur compréhension et indiquant les évolutions constatées.

Constats :

Constat de la visite du 27/05/2024 : L'exploitant n'a pas réalisé le bilan quadriennal relatif à sa surveillance des eaux souterraines.

Le 8/08/2024 , l'exploitant a transmis le rapport bilan quadriennal 2020-2023 réalisé par SGS en date du 11/06/2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion des pollutions – secteur sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de l'état des milieux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution de son site et sur les milieux, la société AALBERTS (ex DEC) réalise un diagnostic environnemental et un état des lieux du site et de ses environs immédiats comportant à un minima les étapes suivantes :

- Une étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques...) ;
- une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ;
- Des campagnes de mesures sur le terrain (sur site et hors site), visant à déterminer la nature et la teneur en polluants dans les milieux et l'extension des zones impactées, complété en tant que de besoin par des modélisations. La société AALBERTS (ex DEC) proposera dans un document intermédiaire un programme d'investigations complémentaires à réaliser. Ce document précisera et justifiera notamment le nombre et les caractéristiques (profondeur, nappe captée, localisation,...) des nouveaux piézomètres à mettre en place et des prélèvements de sol, le cas échéant.

Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Constat de la visite du 27/05/2024 : le constat du 12/02/2024 est renouvelé : L'exploitant transmettra le compte-rendu de la réunion du 11/01/2024 et les compléments à l'étude initiale seront remis à l'inspection.

L'exploitant a transmis le compte-rendu de la réunion du 11/01/2024 par mail du 14/10/2024.

L'exploitant confirme avoir passé la commande auprès de son bureau d'études pour la réalisation des investigations permettant de compléter le rapport de diagnostic environnemental et d'état des lieux du site et de ses environs immédiats remis le 27/11/2023. Les prélèvements sont prévus le 15/10/2024.

<p>Constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection son rapport complété relatif au diagnostic environnemental et d'état des lieux du site et de ses environs immédiats. Ces compléments doivent comporter les éventuelles mesures de gestion proposées par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Rubrique 4110.1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 4110.1 : Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t (DC)</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,29 t</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite du 27/05/2024 : le constat du 12/02/2024 est renouvelé : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4110.1. L'exploitant devra s'assurer qu'il respecte la quantité totale autorisée, susceptible d'être présente dans l'installation au titre de la rubrique 4110.1 ou demander une modification de quantité totale autorisée.</i></p> <p>L'état des stocks calculé le jour de la visite indique 0,503 t de substances sur site relevant de la rubrique 4110.1 alors que le site est soumis à déclaration pour une quantité de 0,29 t (annexe de l'arrêté du 22/12/2016). Bien que l'exploitant dépasse la quantité maximale déclarée pour la rubrique 4110.1, il ne franchit pas le seuil du régime de autorisation pour cette rubrique (1 t). L'exploitant déclare qu'il n'a pas procédé à une demande de modification des quantités prescrites, car suite à l'incendie, il va déposer d'ici quelques mois un porter à connaissance pour</p>

demander la reconstruction du bâtiment. Il indique que dans le cadre de ce dossier il fera un bilan des quantités stockées et des quantités prescrites et sollicitera les modifications nécessaires le cas échéant.

Le constat de la visite du 27/05/2024 est renouvelé : Dépassement de la quantité totale déclarée de substances classables au titre de la rubrique 4110.1. L'exploitant doit s'assurer qu'il respecte cette quantité ou demander une modification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Rubrique 4441

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Rubrique 4441 : Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t (NC)

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,15 t.

Constats :

Constat de la visite du 27/05/2024 : le constat du 12/02/2024 est reconduit : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4441. L'exploitant doit s'assurer de respecter la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique 4441 ou procéder à une demande de modification des quantités totales autorisées au titre de cette rubrique, au préfet, avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

L'état des stocks calculé le jour de la visite indique 0,862 t de substances sur site relevant de la rubrique 4441 alors que la quantité maximale prescrite s'élève à 0,15 t (en dessous du seuil du régime de la déclaration (2 t) pour cette rubrique (annexe de l'arrêté du 22/12/2016)).

L'exploitant déclare qu'il n'a pas procédé à une demande de modification des quantités

prescrites, car suite à l'incendie, il va déposer d'ici quelques mois un porter à connaissance pour demander la reconstruction du bâtiment. Il indique que dans le cadre de ce dossier il fera un bilan des quantités stockées et des quantités prescrites et sollicitera les modifications nécessaires le cas échéant.

Le constat de la visite du 27/05/2024 est renouvelé : Dépassement de la quantité totale prescrite de substances classables au titre de la rubrique 4441. L'exploitant doit s'assurer qu'il respecte cette quantité ou demander une modification.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rubrique 4130

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Rubrique 4130 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation

2. Substances et mélanges liquides.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

a) Supérieure ou égale à 10 t

b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t

Constats :

Constat de la visite du 27/05/2024 : le constat du 12/02/2024 est reconduit : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4130. L'exploitant doit demander la régularisation des quantités autorisées, stockées au titre de la rubrique 4130, notamment du fait du reclassement de l'acide nitrique. Il justifiera des quantités d'acide nitrique stockés avant et après le reclassement du produit.

Dans le tableau d'état des stocks transmis le 08/08/2024, il est indiqué une quantité stockée au titre de la rubrique 4130.2 de 23.85 t pour un maximum de 18.5 t autorisé (régime de l'autorisation).

L'exploitant fait valoir que cette augmentation de quantité est liée au reclassement de l'acide nitrique dans la rubrique 4130. Il fait également valoir qu'il n'a pas procédé à une demande de modification des quantités autorisées, car suite à l'incendie, il va déposer d'ici quelques mois un porter à connaissance pour demander la reconstruction du bâtiment. Il indique que dans le cadre de ce dossier il fera un bilan des quantités stockées et des quantités autorisées et sollicitera les modifications nécessaires le cas échéant.

<p>Constat : le constat du 27/05/2024 est reconduit : Dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4130. L'exploitant doit demander la régularisation des quantités autorisées au titre de la rubrique 4130, notamment du fait du reclassement de l'acide nitrique. Il justifiera des quantités d'acide nitrique stockées avant et après le reclassement du produit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Rubrique 4440

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2006, article 1.2.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 4440 : Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 50 t- A 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t - D
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite du 27/05/2024 : L'exploitant doit s'assurer du classement de l'hypochlorite de sodium et doit s'assurer de respecter la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique 4440 ou procéder à une demande de modification des quantités maximales autorisées au titre de cette rubrique, avec l'ensemble des éléments d'appréciation.</i></p> <p>En réponse l'exploitant a indiqué que l'hypochlorite de sodium précédemment classé dans la rubrique 4741 se retrouve classé dans la rubrique 4440 suivant l'outil de simulation SEVESO sur</p>

lequel il a travaillé. Ce changement de rubrique justifie le fort dépassement de quantité observé pour la rubrique 4440 (10 t pour une quantité prescrite de 0.34 t et le seuil de déclaration étant de 2 t).

Néanmoins, l'inspection appelle de nouveau l'attention de l'exploitant sur le fait que la **rubrique 4440 correspond aux solides comburants catégorie 1, 2 ou 3 alors qu'il indique que l'hypochlorite de sodium utilisée est sous forme liquide**. Un classement au titre de la rubrique 4441 (Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3) semble plus pertinent.

L'exploitant déclare qu'il n'a pas procédé à une demande de modification des quantités prescrites, car suite à l'incendie, il va déposer d'ici quelques mois un porter à connaissance pour demander la reconstruction du bâtiment. Il indique que dans le cadre de ce dossier il fera un bilan des quantités stockées et des quantités prescrites et sollicitera les modifications nécessaires le cas échéant.

Le constat du 27/05/2024 est renouvelé : L'exploitant doit vérifier le classement de l'hypochlorite de sodium qu'il détient, et doit s'assurer de respecter la quantité maximale prescrite au titre de la rubrique 4440 ou procéder à une demande de modification avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

[...]

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par

rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Lors de la visite du 12/02/2024, l'exploitant avait présenté un tableau de recensement des produits dangereux susceptibles d'être présents dans son établissement. Ce tableau faisait un état des stocks par bâtiment, par chaîne de traitement et par produits présents dans les cuves. Pour chaque produit il était indiqué le composant classable au titre des ICPE, la rubrique qui classe le produit, la quantité, les dangers et les phrases de risques. L'état des stocks permettait de connaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, présents réellement au sein de chaque zone d'activités ou de stockage de l'établissement.

Lors de la visite du 14/10/2024 l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son état des stocks et de justifier de manière rapide les quantités de matières stockées qui rentrent dans un classement rubrique 4XXX.

Constat : L'état des stocks ne permet pas de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier il ne permet pas de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, réellement présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Politique de prévention des risques majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, risques majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p><i>Constat de la visite du 27/05/2024 : l'exploitant n'a pas de document décrivant la politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement.</i></p> <p>En réponse à ce constat, en juillet 2024, l'exploitant avait indiqué qu'il dispose déjà d'un système de gestion des risques et des accidents majeurs, mais celui-ci est réparti sur plusieurs documents de gestion. Ses assureurs effectuent régulièrement des évaluations des risques et des audits de sécurité. La seule différence avec l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 est que ces données ne sont pas regroupées en un seul document. Il avait indiqué rédiger ce document et le soumettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois.</p> <p>Par courrier du 8/08/2024, l'exploitant avait demandé un report de délai au 30 octobre 2024.</p> <p>En inspection, l'exploitant a indiqué que la rédaction du document est quasiment finalisée et qu'il attend l'étude de dangers pour finaliser les conclusions.</p> <p>Le constat de la visite du 27/05/2024 est renouvelé : L'exploitant n'a pas de document décrivant la politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.

Constats :

Constat visite du 27/05/2024 : L'inspection signale qu'au vu du risque de pollution des sols dans le bâtiments 4, suite à l'incendie, il sera utile de s'assurer de la qualité des sols au droit de l'ancien bâtiment 4 par des sondages et analyse des sols au niveau de l'ancien bâtiment, notamment avant la reconstruction du bâtiment.

L'exploitant doit démontrer que des eaux potentiellement polluées ne peuvent pas ruisseler dans les sols, non étanches, au droit de de l'ancien bâtiment 4.

L'exploitant indique que les chaines de traitement sont sur des rétentions et que ces dernières sont reliées à la station d'épuration via une galerie technique. A cet effet, il est impossible que des eaux potentiellement polluées puissent ruisseler dans les sols non étanches au droit de l'ancien bâtiment 4.

En ce qui concerne la qualité des sols au droit de l'ancien bâtiment 4, l'exploitant a fait réaliser des sondages et analyses des sols par la société RAMBOLL. Le rapport correspondant n'a pas été transmis à l'inspection.

Constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport faisant suite aux sondages et analyse des sols réalisés au droit de l'ancien bâtiment 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : ronde de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit les règles de surveillance qui doivent être opérationnelles en permanence sur le site, notamment en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Le personnel de gardiennage doit être familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite du 27/05/2024 : Le registre de surveillance tenu par l'exploitant n'est pas adapté au nombre de rondes qui doivent être réalisées par la société de gardiennage. Par ailleurs, ce registre n'est pas renseigné lors des rondes réalisées par le personnel interne.</i></p> <p>Le registre de de surveillance a été consulté en séance. Il a été modifié pour être adapté au nombre de ronde à réaliser.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Etude technico-économique sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>La mise à jour du diagnostic, des mesures existantes et la fourniture des mesures de gestion de crise définies à l'article 2, sont envoyées à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté.</p> <p>L'entreprise établit un calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise supplémentaires, le cas échéant. Ce calendrier est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas neuf mois après notification du présent arrêté. Il est accompagné d'une analyse technico-économique des opérations décrites.</p>
Constats : <p><i>Constat de la visite du 27/05/2024 : l'exploitant n'a pas transmis les éléments prescrits par l'arrêté du 19 juillet 2023 relatif à la sécheresse.</i></p> <p>En réponse à l'inspection, l'exploitant a transmis des éléments pour répondre à l'arrêté du 19 juillet 2023 relatif à la sécheresse. Ces éléments sont en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023
Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis » (en référence aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1b de l'AP du 3 octobre 2005 modifié)

Constats :

Mise en conformité demandée par arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) du 01/10/2018 (article 1) avec un délai accordé de 8 mois à compter de la notification de l'APMED.

Le non-respect de cette prescription fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 25/05/2022.

Constats réalisés lors de la visite du 14/10/2024 sur la base des éléments mis à la disposition de l'inspection suivants : autosurveillance interne : rapport SYPAC d'analyse hebdomadaire 2024, semaines 18 à 32 et tableau de suivi d'autosurveillance interne journalière.

Les concentrations mesurées en fer présentent des dépassements de la VLE prescrite pour ce paramètre, avec un maximum à 0,42 mg/l pour une VLE à 0,1 mg/l. Les VLE en flux journaliers sont respectées.

Les résultats sur la période d'avril à octobre 2024 ne mettent pas en évidence de dépassement en nickel et en phosphore. A noter que ces paramètres présentaient de nombreux dépassements lors des inspections précédentes.

Au regard de l'amélioration de la qualité des rejets sur la période, de l'absence d'utilisation du nickel par l'exploitant depuis l'incendie du 24 février 2024, et considérant l'avis de l'agence de l'eau qui avait indiqué à l'exploitant que l'objectif de conformité doit être orienté en priorité sur les paramètres toxiques comme le nickel et le phosphore, **il est proposé de ne pas recouvrir l'astreinte sur la période d'avril à octobre 2024.** A noter que les concentrations en fer n'ont pas les mêmes conséquences sur le milieu aquatique que le nickel ou le phosphore.

Constat : Les eaux rejetées au milieu naturel présentent des dépassements récurrents de la valeur limite d'émission prescrite en concentration pour le paramètre Fer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois